

*El Salvador*

Je crois que le Canada doit s'en tenir à l'attitude traditionnelle qui est la sienne. Je crois qu'au lieu de se ranger d'un côté ou de l'autre dans ce conflit est-ouest, il devrait adopter l'attitude que l'on préconise dans nos comités parlementaires, où l'on trouve des gens au courant des faits et qui s'en préoccupent. Un de nos comités a délibéré des heures durant sur le dialogue Nord-Sud. Nous devons cesser d'adopter une attitude de confrontation et adopter une attitude pacifique et compatissante et il faudra réorienter nos programmes de longue durée pour apporter la paix et la stabilité à cette région. Il faut se mettre à s'intéresser de près aux droits de la personne et à s'inscrire en faux contre la violation de ces droits au Salvador. Je félicite et j'approuve les députés qui ont dit cela. Il faut dire que nous sommes inquiets de voir les droits de la personne foulés aux pieds au Cambodge, au Vietnam, au Laos, en Éthiopie, en Somalie, et dans tous les pays du Moyen-Orient où ces droits sont bafoués.

Il est aisé de prétendre que le Canada ne s'intéresse pas à cette région ou que nous n'avons pas vraiment de liens traditionnels avec ce pays. C'est peut-être vrai pour le moment mais en premier lieu, il faudrait avoir de tels liens et en second lieu, que nous le voulions ou non, si le conflit se poursuit au Moyen-Orient, nous serons bien forcés d'intervenir.

Nous espérons que notre intervention ne sera pas d'ordre militaire mais qu'elle sera perçue comme celle d'un pays compatissant et libre. En essayant de compter les points d'un côté comme de l'autre, dans l'Est et dans l'Ouest, à droite ou à gauche, nous subissons aussi les contre-coups de la guerre dans cette région.

Nous sommes payés pour savoir qu'il n'y a jamais de vainqueurs dans les guerres. On ne remporte jamais vraiment une guerre. Ce sont les personnes impliquées directement dans la guerre qui en souffrent le plus mais toutes les personnes impliquées dans n'importe quel genre de guerre en souffrent. Il y aura et il y a déjà en fait des perdants dans cette guerre. Sauf erreur, il y a déjà 60,000 réfugiés et je le répète, peu importe le vainqueur, il y aura des réfugiés de l'aile droite et des réfugiés de l'aile gauche. C'est le conflit du Moyen-Orient qui est à l'origine du problème des réfugiés dans le monde. Et à qui fera-t-on appel pour accueillir les réfugiés, pour les aider? Aux Nations Unies, au Canada. Il faut essayer d'intervenir avant que les gens ne se mettent à quitter leur pays, intervenir de façon pacifique dans les affaires du Salvador, de l'Amérique du Sud, et des pays de l'axe Nord-Sud. Voilà ce qu'il en est et voilà le but qu'il faut viser.

Au lieu de condamner un camp ou un autre, pourquoi ne pas proposer l'institution d'un système de surveillance international qui superviserait les programmes à la fois économiques et sociaux. Pourquoi ne pas avoir recours à ce genre de programme au lieu de solutions politiques et militaires dans un sens ou un autre. Nous ne sommes pas impliqués directement dans ce secteur. En fait nous savons qu'un besoin existe, il est reconnu dans presque tous les domaines par tous les groupes concernés, qu'il s'agisse de la gauche, de la droite ou du centre, je veux parler de la nécessité d'une stabilité, d'une stabilité qui crée des conditions propices aux programmes d'aide et par delà ces programmes d'aide, qui puisse créer une situation favorable au lancement de programmes de développement. J'aimerais bien que cela soit l'attitude qu'adoptent les États-Unis, l'Union soviétique et aussi le Canada, mais à mon avis ce débat n'a pas

donné ce ton à cause de la nature même de cette motion dont le ton est celui de l'affrontement.

Je suis perplexe devant les anomalies que je constate dans les nouvelles sur la situation de ce pays que l'on décrit comme en proie au terrorisme, à la violence, à l'oppression et où l'on pratiquerait systématiquement la torture et le meurtre. Il est question de dix mille meurtres rien que pour l'année écoulée sans parler des milliers d'autres personnes laissées sans abri par les combats. Malgré cela, je trouve quand même encourageant de constater que des réformes sont en cours. Il est temps que nous intervenions pour que cette réforme devienne réalité et qu'elle apporte progrès et stabilité dans cette région. Qu'un régime soit communiste, fasciste ou démocratique, nous viendrons en aide au Salvador plutôt que de se rallier à un camp ou d'en condamner un autre.

Ne recherchons donc pas l'affrontement avec le Président des États-Unis; envisageons donc plutôt d'appuyer le président américain et d'encourager une relance des programmes d'aide dans ce pays. Nous devons militer en faveur de l'institution d'une agence internationale de surveillance de la situation militaire et politique et surtout, nous devons superviser l'entrée des armes.

Pour conclure j'espère que, fort de sa réputation de défenseur de la paix et des valeurs humaines, le Parlement canadien viendra en aide au Salvador plutôt que de se rallier à un camp ou d'en condamner un autre.

● (2150)

[Français]

**M. Louis Duclos (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le président, ayant pris connaissance très rapidement du texte de la motion présentée par le Nouveau parti démocratique, j'ai l'impression, monsieur le président, qu'il s'agit à tout le moins d'une motion qui décrit d'une façon incomplète la situation qui existe au Salvador. Je pense aussi que c'est une motion qui est plutôt naïve étant donné qu'elle démontre un aveuglement face à toutes les implications et toutes les ramifications qui expliquent la situation qui existe dans ce pays, et par ailleurs, cela me semble une motion légèrement prétentieuse. Une motion qui repose sur une supposée connaissance parfaite des faits qui ont cours dans ce malheureux pays.

Monsieur le président, personne ne conteste qu'en Amérique centrale, comme dans l'ensemble du continent latino-américain, il existe des situations socio-économiques tout à fait épouvantables, des situations économiques qui font littéralement lever le cœur à ceux qui ont l'occasion de voyager dans ces pays. J'ai eu l'occasion de vivre pendant deux ans en Amérique du Sud, et je sais jusqu'à quel point on peut comprendre l'exaspération et la frustration des classes populaires qui sont littéralement exploitées par une oligarchie s'appuyant sur des gouvernements pour dire le moins complaisants face aux situations qui existent dans ces pays. Il reste néanmoins, monsieur le président, que ces problèmes doivent être réglés par les citoyens de ces pays eux-mêmes. Et dans le cas du Salvador, je pense que la dernière chose que l'on doit souhaiter, c'est une présence massive, une intervention active de la part de qui que ce soit.

Monsieur le président, si on lit attentivement la motion, on a l'impression que nous vivons dans un monde où il n'y a que des